

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

BON 98 Remplir complètement ce Bon, le découper et le conserver jusqu'à nouvel ordre.

A QUEL LIVRE SE RAPORTE LE DESSIN N° 98 ?

Titre du Livre : _____

Nom de l'Auteur : _____

Nom du Concurrent : _____

Adresse : _____

DEMAIN : Roman inédit de M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.063. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 13-00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

PAGE 3 : 98^e DESSIN DE NOTRE CONCOURS

MERCREDI 9 AVRIL 1919

Tout le mal vient de ce qu'on croit qu'il y a certaines relations entre les hommes où l'on peut agir sans amour. Or, de telles relations n'existent pas. Tolstoï.

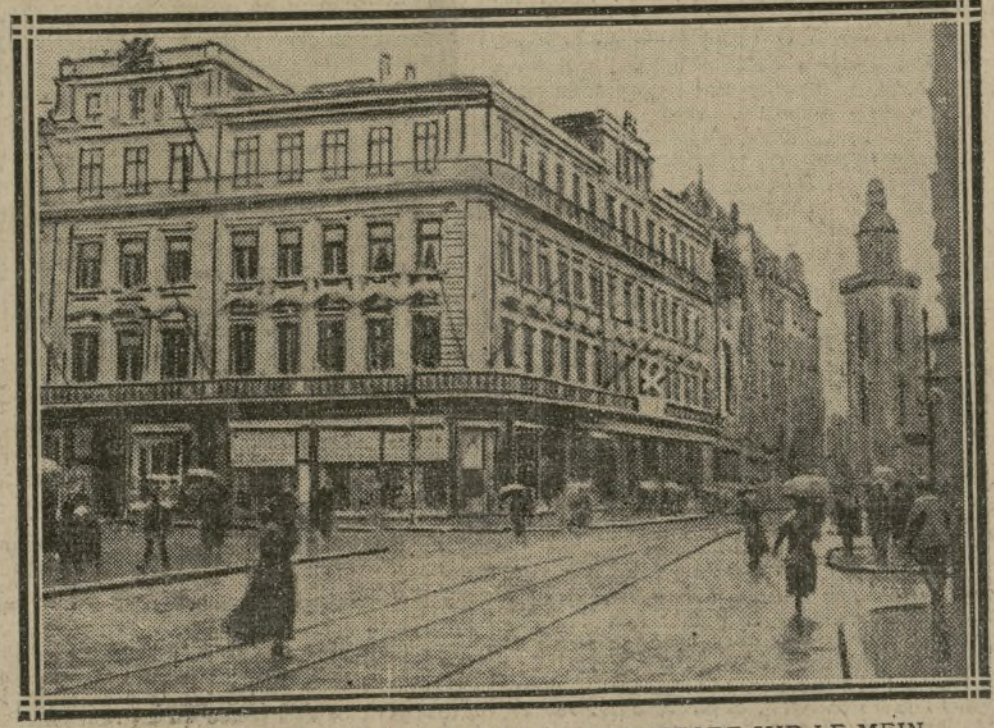
LE TEXTE INTÉGRAL DU TRAITÉ DE FRANCFORT

HOTEL ET SALON OU FUT SIGNÉE LA PAIX 10 MAI 1871

PHOTOGRAPHIES PRISES A FRANCFORT PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'« EXCELSIOR »



LA PLAQUE APPOSÉE SUR LE BALCON DU SALON DE L'HOTEL DU CYGNE OU FUT CONCLU LE TRAITÉ DE PAIX
Voici la traduction de l'inscription : « En cette maison, le 10 mai 1871, LA PAIX a été signée entre l'Allemagne et la France. »



L'HOTEL DU CYGNE, 8 STEINWEG, A FRANCFORT-SUR-LE-MEIN
L'emplacement de la plaque est indiqué par une croix. — Cette plaque se trouve exactement en face de la fenêtre centrale du salon qui en comporte trois.

MESSIEURS Jules Favre, Poyer-Quertier, de Goulard, d'un côté, et le prince de Bismarck, le comte d'Arnim, de l'autre, ont arrêté :

Article 1^{er}. La distance de la ville de Belfort à la ligne de frontière, telle qu'elle a été d'abord proposée lors des négociations de Versailles, et telle qu'elle se trouve marquée sur la carte annexée à l'instrument ratifié du traité préliminaire du 26 février, est consignée comme indiquant la mesure du rayon qui, en vertu de la clause y relative du premier article des préliminaires, doit rester à la France avec la ville et les fortifications de Belfort.

Le gouvernement allemand est disposé à élargir ce rayon de manière qu'il comprenne les cantons de Belfort, de Biele et de Giromagny, ainsi que la partie occidentale du canton de Fontenay, à l'ouest d'une ligne à tracer du point où le canal du Rhône au Rhin sort du canton de Delle, au sud de Montbéliard-Château, jusqu'à la limite nord du canton, entre Bourg et Félon, où cette ligne joindrait la limite est du canton de Giromagny.

Le gouvernement allemand, toutefois, ne cédera les terrains susindiqués qu'à la condition que la République française, de son côté, consentira à une rectification de frontière le long des limites occidentales des cantons de Catmon et de Thionville, qui laisseront à l'Allemagne le terrain à l'est d'une ligne partant de la frontière du Luxembourg, entre Hussigny et Redingen, laissant à la France les villages de Thil et de Villers, se prolongeant entre Errenville et Aumetz, entre Beulvillers et Boulogne, entre Trioux et Lomerdingen, et joignant l'ancienne ligne de frontière entre Avril et Moeuvre.

La commission internationale dont est question dans l'article 1^{er} des préliminaires se rendra sur le terrain immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, pour exécuter les travaux qui lui incombent pour faire le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux dispositions précédentes.

Art. 2. Les sujets français originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ce territoire, qui enlèveront conserver la nationalité française jusqu'au 1^{er} octobre 1872 moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être affecté par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.

Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché, dans sa personne ou dans ses biens, à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

Art. 3. Le gouvernement français remettra au gouvernement allemand les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire et judiciaire des territoires cédés. A quelques-uns de ces titres avaient été placés, ils seront restitués par le gouvernement français, sur la demande du gouvernement allemand.

Art. 4. Le gouvernement français remettra au gouvernement de l'empire d'Allemagne, dans le terme de six mois à dater de l'échange des ratifications de ce traité :

1^o Le montant des sommes déposées par les départements, les communes et les établissements publics des territoires cédés ;

2^o Le montant des primes d'enrôlement et de remplacement appartenant aux militaires et marins originaires des

territoires cédés qui auront opté pour la nationalité allemande ;

3^o Le montant des cautionnements des comptables de l'Etat ;

4^o Le montant des sommes versées pour consignations judiciaires, par suite de mesures prises par les autorités administratives ou judiciaires dans les territoires cédés.

Art. 5. Les deux nations jouiront d'un traitement égal en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, le canal de la Marne au Rhin, le canal de la Sarre et les eaux navigables communiquant avec ces voies de navigation. Le droit de flottage sera maintenu.

Art. 6. Les hautes parties contractantes étant d'avis que les circonscriptions diocésaines des territoires cédés à l'empire allemand doivent coïncider avec la nouvelle frontière déterminée par l'article 1^{er} ci-dessus, se concerteront après la ratification du présent traité, sans retard, sur les mesures à prendre en commun à cet effet.

Les communautés appartenant soit à l'Eglise réformée, soit à la confession d'Augsbourg, établies sur les territoires cédés par la France, cesseront de relever de l'autorité ecclésiastique française.

Les communautés de l'Eglise de la confession d'Augsbourg établies dans les territoires français cesseront de relever du consistoire supérieur et du directeur séjournant à Strasbourg.

Les communautés israélites des territoires situés à l'est de la nouvelle frontière cesseront de dépendre du consistoire central israélite séjournant à Paris.

Art. 7. Le paiement de cinq cents millions aura lieu dans les trente jours qui suivront le rétablissement de l'autorité du gouvernement français dans la ville de Paris. Un milliard sera payé dans le courant de l'année et un demi-milliard au 1^{er} mai 1872. Les trois derniers milliards resteront payables au 2 mars 1874, ainsi qu'il a été stipulé par le traité de paix préliminaire. A partir du 2 mars de l'année courante, les intérêts de ces trois milliards de francs seront payés chaque année, le 3 mars, à raison de 5 0/0 par an.

Toute somme payée en avance sur les trois derniers milliards cessera de porter des intérêts à partir du jour du paiement effectué.

Tous les paiements ne pourront être faits que dans les principales villes de commerce de l'Allemagne, et seront effectués en métal, or ou argent, en billets de la Banque d'Angleterre, billets de la Banque de Prusse, billets de la Banque royale des Pays-Bas, billets de la Banque nationale de Belgique, en billets

à ordre ou en lettres de change négociables, de premier ordre, valeur comptant.

Le gouvernement allemand ayant fixé en France la valeur du thaler prussien à 3 fr. 75, le gouvernement français accepte la conversion des monnaies des deux pays au taux ci-dessus indiqué.

Le gouvernement français informera le gouvernement allemand, trois mois d'avance de tout paiement qu'il compte faire aux caisses de l'empire allemand.

Après le paiement du premier demi-milliard et la ratification du traité de paix définitif, les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure et de l'Eure seront évacués en tant qu'ils se trouveront encore occupés par les troupes allemandes. L'évacuation des départements de l'Oise, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne et de la Seine, ainsi que celle des forêts de Paris, aura lieu aussitôt que le gouvernement allemand jugera le rétablissement de l'ordre, tant en France que dans Paris, suffisant pour assurer l'exécution des engagements contractés par la France.

Dans tous les cas, cette évacuation aura lieu lors du paiement du troisième demi-milliard.

Les troupes allemandes, dans l'intérêt de leur sécurité, auront la disposition de la zone neutre située entre la ligne de démarcation allemande et l'enceinte de Paris, sur la rive droite de la Seine.

Les stipulations du traité du 26 février, relatives à l'occupation des territoires français après le paiement des deux milliards, resteront en vigueur. Aucune des déductions que le gouvernement français serait en droit de faire ne pourra être exercée sur le paiement des cinq cents premiers millions.

Art. 8. Les troupes allemandes continueront à s'abstenir des réquisitions en nature et en argent dans les territoires occupés ; cette obligation de leur part étant corrélatrice aux obligations contractées pour leur entretien par le gouvernement français ; dans le cas où, malgré les réclamations répétées du gouvernement allemand, le gouvernement français serait en retard d'exécuter lesdites obligations, les troupes allemandes auront le droit de se procurer ce qui sera nécessaire à leurs besoins en levant des impôts et des réquisitions dans les départements occupés, et même en dehors de ceux-ci, si leurs ressources n'étaient pas suffisantes.

Relativement à l'alimentation des troupes allemandes, le régime actuellement en vigueur sera maintenu jusqu'à l'évacuation des forêts de Paris.

En vertu de la convention de Ferrières, du 11 mai 1871, les réductions indiquées par cette convention seront mises à exécution après l'évacuation des forêts.

Dès que l'effectif de l'armée allemande sera réduit au-dessous du chiffre

de cinq cent mille hommes, il sera tenu compte des réductions opérées au-dessous de ce chiffre pour établir une diminution proportionnelle dans le prix d'entretien des troupes payé par le gouvernement français.

Art. 9. Le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits de l'industrie en France sera maintenu pour un espace de temps de six mois, depuis le 1^{er} mars, dans les conditions faites avec les délégués de l'Alsace.

Art. 10. Le gouvernement allemand continuera à faire rentrer les prisonniers de guerre, en s'entendant avec le gouvernement français. Le gouvernement français renverra dans leurs foyers ceux de ces prisonniers qui sont libérables. Quant à ceux qui n'ont point achevé leur temps de service ils se retireront derrière la Loire. Il est entendu que l'armée de Paris et de Versailles, après le rétablissement de l'autorité du gouvernement français à Paris et jusqu'à l'évacuation des forêts par les troupes allemandes, n'exécutera pas quarante mille hommes. Jusqu'à cette évacuation, le gouvernement français ne pourra faire aucune concentration de troupes sur la rive droite de la Loire, mais il pourvoira aux garnisons régulières des villes placées dans cette zone, suivant les nécessités du maintien de l'ordre et de la paix publique.

Au fur et à mesure que s'opèrera l'évacuation, les chefs de corps conviendront ensemble d'une zone neutre entre les armées des deux nations.

Vingt mille prisonniers seront dirigés sans délai sur Lyon, à la condition qu'ils seront expédiés immédiatement en Algérie, après leur organisation, pour être employés dans cette colonie.

Art. 11. Les traités de commerce avec les différents Etats de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le gouvernement français et le gouvernement allemand prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, l'admission et le traitement des sujets des deux nations ainsi que de leurs agents.

Toutefois, seront exceptées de la règle susdite les faveurs qu'une des parties contractantes, par des traités de commerce, a accordés ou accordera à des Etats autres que ceux qui suivent : l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Russie.

Les traités de navigation, ainsi que la convention relative au service international des chemins de fer dans ses

rapports avec la douane, et la convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, seront remis en vigueur.

Néanmoins, le gouvernement français se réserve la faculté d'établir sur les navires allemands et leur cargaison des droits de tonnage et de pavillon, sous la réserve que ces droits ne soient pas plus élevés que ceux qui grèveront les bâtiments et les cargaisons des nations susmentionnées.

Art. 12. Tous les Allemands expulsés conserveront la jouissance pleine et entière de tous les biens qu'ils ont acquis en France.

Ceux des Allemands qui avaient obtenu l'autorisation exigée par les lois françaises pour fixer leur domicile en France sont réintégrés dans tous leurs droits et peuvent, en conséquence, établir de nouveau leur domicile sur le territoire français.

Le délai stipulé par les lois françaises pour obtenir la naturalisation sera considéré comme n'étant pas interrompu par l'état de guerre, pour les personnes qui profiteront de la faculté ci-dessus mentionnée de revenir en France dans un délai de six mois après l'échange des ratifications de ce traité, et il sera tenu compte du temps écoulé entre leur expulsion et leur retour sur le territoire français, comme s'ils n'avaient jamais cessé de résider en France.

Les conditions ci-dessus seront appliquées en parfaite réciprocité aux sujets français résidant ou désirant résider en Allemagne.

Art. 13. Les bâtiments allemands qui étaient condamnés par les conseils de prises avant le 2 mars 1871 seront considérés comme condamnés définitivement.

Ceux qui n'auraient pas été condamnés à la date susindiquée seront rendus avec la cargaison en tant qu'elle existe encore. Si la restitution des bâtiments et de la cargaison n'est plus possible, leur valeur, fixée d'après le prix de la vente, sera rendue à leurs propriétaires.

Art. 14. Chacune des deux parties continuera sur son territoire les travaux entrepris pour la canalisation de la Moselle. Les intérêts communs des parties séparées des départements de la Meurthe et de la Moselle seront liquidés.

Art. 15. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à étendre aux sujets respectifs les mesures qu'elles pourront juger utiles d'adopter en faveur de ceux de leurs nationaux qui, par suite des événements de la guerre, auraient été mis dans l'impossibilité d'arriver en temps utile à la sauvegarde ou à la conservation de leurs droits.

Art. 16. Les deux gouvernements français et allemand s'engagent réciproquement à faire respecter et entretenir les tombeaux des soldats ensevelis sur leurs territoires respectifs.

Art. 17. Le règlement des points accessoires sur lesquels un accord doit être établi, en conséquence de ce traité et du traité préliminaire, sera l'objet de négociations ultérieures qui auront lieu à Francfort.

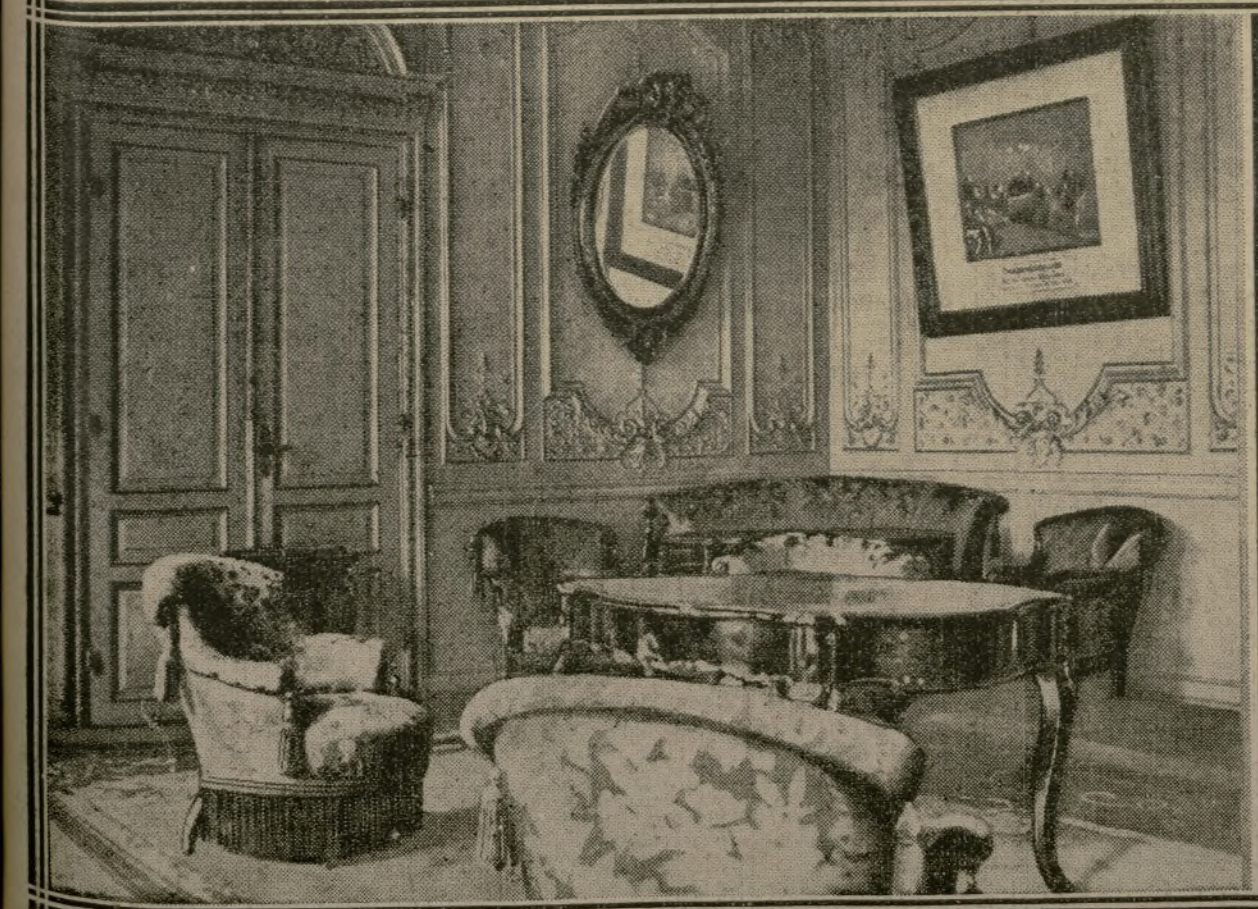
Art. 18. Les ratifications du présent traité par l'Assemblée nationale et par le chef du pouvoir exécutif de la République française, d'un côté, et de l'autre, par S. M. l'empereur d'Allemagne, seront échangées à Francfort dans le délai de dix jours au plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort, le 10 mai 1871.

Signé : V. BISMARCK. Signé : ARNIM.

Signé : JULES FAVRE. Signé : POYER-QUERTIER.

Signé : G. DE GOULARD.



LE SALON DE L'HOTEL DU CYGNE OU SE RÉUNIRENT LES PLÉNIPOTENTIAIRES
Ce salon a été laissé exactement dans l'état où il se trouvait le 10 mai 1871, lors de la conclusion du traité de paix définitif ; le guéridon fut seulement débarrassé de son tapis. Sur le mur, à droite, on voit la photographie du tableau de Hermann Zunkerfett représentant la signature du traité franco-allemand, dont l'original figure au musée de Francfort.



LE TABLEAU DE HERMANN ZUNKERFETT REPRÉSENTANT LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE FRANCFORT
Sur ce tableau, dont la photographie, comme nous venons de le dire, contribue à l'ornement du salon historique de l'Hôtel du Cygne, on voit, de gauche à droite, en partant du personnage de premier plan : le comte Henkel von Donnersmark, M. de Goulard, le comte Hermann von Arnim, le comte Harry von Arnim, M. Poyer-Quertier, le prince de Bismarck, M. Jules Favre, le conseiller de légation Bucher, M. Le Clerque, le comte Wartensleben, le comte Hatzfeld.

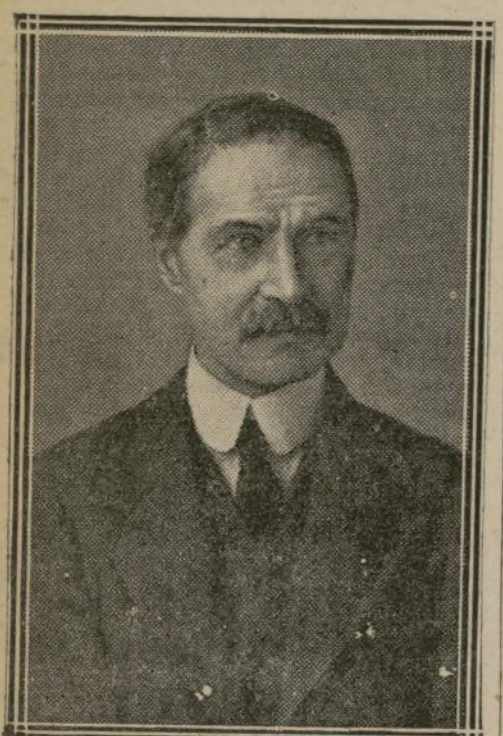
LE COMITÉ DES "QUATRE" A REPRIS HIER L'ÉTUDE DE LA QUESTION DE LA SARRE

Puis il a entamé l'examen du problème des responsabilités de la guerre.

Le général Smuts, n'ayant pu arriver à une entente avec les communistes hongrois, a quitté Budapest pour Bucarest et Prague.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Avant-hier, le vent était favorable à la Conférence de la paix : hier, il était beaucoup moins. L'unanimité d'opinion n'a point, en effet, régné au Conseil des "Quatre", tant à la réunion du matin, au ministère de la Guerre, qu'à celle du soir, chez le président Wilson, qui, rétabli, prit part à la discussion.

En premier lieu, l'accord n'est point réalisé sur la formule d'application de la solution « entrevue » pour le bassin de la Sarre. On sait que les réunions des "Quatre" ne sont en rien comparables à des séances de commissions, avec procès-ver-



M. BONAR LAW

qui doit venir aujourd'hui de Londres en avion (Phot. Henri Manuel.)

baux et enregistrements de pièces : ce sont de simples conversations. Au cours de l'une d'elles, une solution pour le problème en question a été élaborée, mais avec l'imprécision inhérente à des échanges de vues de ce genre.

Quant à l'acte de la traduction en une formule bien nette, des difficultés sont apparues. Difficultés inévitables, puisqu'il ne s'agit rien moins que de faire coexister, en quelque sorte, deux souverainetés sur une même région.

El, pourtant, il faut qu'on en sorte : on

ne conçoit pas très bien l'exploitation des mines attribuée à la France et les conflits d'ordre administratif susceptibles de surgir de cette exploitation soumise à la juridiction prussienne.

En second lieu, l'accord n'est point non plus réalisé sur la question des responsabilités : deux courants de tendance absolue, l'un pour la France, l'autre pour l'Allemagne, se manifestent au comité des "Quatre". Suivant l'un, que nous nommerons le courant anglo-français, les gouvernements responsables de la guerre doivent être poursuivis comme des malfaiteurs de droit commun, et Guillaume II, en particulier, doit être traduit devant une cour de justice. Suivant l'autre, il ne serait pas possible d'entamer de telles poursuites. Malgré la distance qui sépare ces deux points de vue, il semble probable qu'un agrément interviendra, conforme aux principes présentés dans la note franco-britannique.

Enfin, le général Smuts, envoyé en mission auprès des communistes hongrois, n'a point vu ses efforts couronnés de succès. Pour obtenir un résultat, il lui aurait fallu, paraît-il, trahir les intérêts de nos alliés roumains. Il a rompu aussitôt les pourparlers et s'est mis en route pour Bucarest où des instructions l'appellent, et de la capitale roumaine, il se rendra à Prague, complétant ainsi son voyage de reconnaissance et d'enquête dans l'Europe centrale.

— JEAN MÉNEVAL.

On dément le départ prochain du président Wilson

New-York, 8 avril. — M. Tumulty, secrétaire particulier du président Wilson, déclare qu'il n'a reçu aucune information confirmant la nouvelle d'un prompt retour du président aux États-Unis.

D'autre part, M. Franklin Roosevelt, secrétaire pour la Marine, dément formellement qu'un télégramme de Paris ordonnant l'envoi du transport *George Washington* à Brest ait été reçu par le département de la Marine.

La Ligue des nations

Le président Wilson n'étant pas encore suffisamment rétabli, la séance plénière de la commission de la Ligue des Nations, qui avait été prévue pour hier soir, aura lieu demain soir.

On espère que M. Wilson sera à même de reprendre sa place au sein du conseil.

Le gouvernement des Soviets et la Conférence

New-York, 8 avril. — Une note du département d'État, démentant certaines nouvelles télégraphiques de Paris, déclare qu'il est absolument inexact que la Conférence ait envisagé la reconnaissance du gouvernement des Soviets.

LA CHAMBRE S'EST OCCUPÉE DES JEUNES GENS DONT LA GUERRE A INTERROMPU LES ÉTUDES

Elle a voté hier des mesures réparatrices en leur faveur

La Chambre a voté, hier matin, une proposition de résolution de MM. Pierre Rameil et Bouffandeau, invitant le gouvernement à prendre une série de mesures réparatrices en faveur des jeunes gens dont les hostilités ont interrompu les études.

Il s'agit, notamment, de rendre les étudiants à leurs villes de faculté, cela dès la rentrée de l'année prochaine, d'aider pécuniairement ceux d'entre eux qui ne pourraient pas faire les sacrifices nécessaires ; de faire délivrer aux jeunes gens qui ne pourront plus subir les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire un certificat constatant qu'ils ont suivi les études de cet enseignement ; de tenir compte enfin, dans l'enseignement primaire, du fait qu'un certain nombre de candidats à l'École normale d'instituteurs de Saint-Cloud avaient été deux fois admissibles avant la guerre.

Au cours de la discussion, M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, a rappelé les mesures déjà prises en faveur des étudiants mobilisés.

Pour le baccalauréat, a-t-il dit notamment, j'ai pris une mesure hardie. J'ai d'abord décidé de déclarer admissibles ceux qui avaient été admissibles avant la guerre. Pour ceux qui avaient échoué, je n'exige d'eux qu'un examen oral.

Vous pourriez surtout recommander aux professeurs de Facultés d'être aussi indulgents que vous, suggéra le docteur Lachaud.

M. André Paisant signala qu'en effet les examinateurs étaient des plus sévères pour

ces jeunes gens qui viennent de se battre pendant quatre ans.

Je ne puis décerner l'indulgence, répondit le ministre. Mais j'insiste pour que l'on tienne compte des livrets scolaires, et j'ai pris des sanctions à ce sujet.

J'ai aussi autorisé les jeunes gens pourvus de la première partie du baccalauréat à prendre leurs inscriptions dans les Facultés ; mais ils devront obtenir le diplôme complet dans les conditions du décret de février 1919, avant de se présenter aux examens de la Faculté. Quant aux jeunes gens des classes 18 et plus jeunes, ils peuvent, sous réserve de leurs obligations militaires, prendre leurs inscriptions.

— M. André Paisant signala qu'en effet les examinateurs étaient des plus sévères pour

DEMAIN :

Nous commencerons la publication d'un nouveau roman de

M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS



C'est l'émouvante histoire d'une enfant que son cœur trop tendre fait singulièrement souffrir.

TOUTOUNE ET SON AMOUR

est certainement une des œuvres les plus touchantes et les plus subtiles qu'ait écrites l'auteur délicat et sensible du "Roman de six petites filles" et de l'"Ame aux trois visages".

| PRIX NET DES BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE | | | | |
|---|---|--------|--------|--------|
| MONTANT DES BONS à l'échéance | SOMME À PAYER POUR AVOIR UN BON REMBOURSABLE DANS | 1 MOIS | 3 MOIS | 6 MOIS |
| 5 25 | — | — | — | 5 |
| 24 | — | — | — | 20 |
| 400 | 99 70 | 99 | 97 75 | 95 |
| 1 000 | 498 50 | 498 | 488 75 | 475 |
| 2 000 | 997 | 990 | 977 50 | 950 |
| 10 000 | 9 970 | 9 900 | 9 775 | 9 500 |

On trouve les Bons de la Défense Nationale partout : agents du trésor, percepteurs, bureaux de poste, agents de change, Banque de France et ses succursales, sociétés de crédit et leurs succursales, dans toutes les banques et chez les notaires.

LA R. P. VOTÉE L'EXPOSITION PAR LA CHAMBRE D'ART ESPAGNOL

Le scrutin de liste avec représentation proportionnelle a été adopté par 235 voix contre 201.

LA COMMISSION ACCEPTE CE VOTE

M. Varenne, son président, estime que l'Assemblée n'a maintenant d'autre ressource que d'adopter la proportionnelle intégrale.

La Chambre a continué hier la discussion de la réforme électorale.

Elle a émis, à son sujet, un vote d'importance considérable. Après avoir adopté, comme le lui proposait sa commission, la première partie de l'article premier, qui dit que « les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin de liste », elle a ajouté, en effet, à ce texte les mots : « avec représentation proportionnelle ». Cela à la demande de M. Bracke, et par 235 voix contre 201 après pointage.

Comme l'avait déclaré, avant le scrutin, M. Alexandre Varenne, président de la commission du suffrage universel, la Chambre est maintenant liée par ce vote : elle ne peut voter d'autre projet que la proportionnelle intégrale.

Le débat fut des plus calmes. On ferma tout d'abord, par 355 voix contre 143, un amendement de M. Louis Andrieux portant que « nul candidat ne peut être proclamé élu au préjudice d'un autre candidat qui a obtenu un plus grand nombre de suffrages », puis, à mains levées, une disposition de M. Charles Bernard aux termes de laquelle la Chambre des députés, le Sénat, les conseils généraux et d'arrondissement et les conseils municipaux devaient être élus selon les mêmes règles.

Les premiers mots du texte de la commission adoptés comme nous l'indiquons plus haut, M. Bracke vint réclamer la proportionnelle intégrale.

La thèse du député socialiste de la Seine fut des plus simples :

— Par deux fois, dit-il, la Chambre et le pays se sont prononcés pour la représentation proportionnelle. La dernière fois, aux élections de 1914, à une énorme majorité. Ceux qui prétendent défendre le suffrage universel doivent accepter ses décisions.

M. Bracke s'éleva contre l'objection que le Sénat repousserait la proportionnelle :

Après les consultations passées du corps électoral, dit-il, si la Chambre vote la représentation exacte des opinions et des intérêts du pays, le Sénat, devant cette volonté persistante de la Chambre et du pays, se fera un devoir de la voter aussi.

M. Alexandre Varenne fut moins optimiste :

Le président de la commission du suffrage universel indiqua que si, proportionnaliste convaincu, il combattait l'amendement Bracke, c'est qu'avec ce texte la réforme risquait d'échouer au Sénat.

— Ah ! si vous étiez sûr de faire triompher la proportionnelle intégrale, dit M. Varenne, ce n'est pas moi qui vous en empêcherais ! Et si j'en ai à cœur la proportionnelle, aujourd'hui pour la faire échouer demain, nous saurons déjouer leur calcul.

Pourtant, avant de se décider, il faut que la Chambre sache à quoi elle s'engage. Si elle vote l'amendement Bracke, elle ne pourra plus voter d'autre projet que la proportionnelle intégrale.

M. Charles Benoist, père de la R. P., tint à expliquer son vote :

Je voterai d'abord, dit-il, la représentation proportionnelle intégrale, suivant les engagements que nous avons pris en 1914. Et si, contrairement à mon espoir, cet amendement était repoussé, le vote des systèmes qui se rapprochent le plus de la proportionnelle, et enfin, s'ils étaient repoussés, je me résignerais à voter le scrutin de liste pur et simple, mais toujours je voterai contre le scrutin d'arrondissement, qui est un instrument mérovingien et qui ne nous permettrait pas d'aborder les grands problèmes qui vont se poser devant le pays.

L'amendement Bracke fut adopté et la proclamation du vote.

Nous continuons demain ! dit simplement M. Varenne, président de la commission.

L'ouverture de la séance, M. Colliard, ministre du Travail, avait déposé le projet de loi relatif à la journée de huit heures. Ce projet avait été renvoyé à la commission du Travail. — LÉOPOLD BLOCH.

Les déclarations du sculpteur réputé M. Benlliure, directeur général des Beaux-Arts à Madrid.

UNE MAGNIFIQUE RÉTROSPECTIVE

Le roi Alphonse XIII a tenu à participer personnellement à cette manifestation en prêtant de nombreuses pièces de sa collection.

Le roi Alphonse XIII sera représenté, à l'inauguration de l'Exposition d'art espagnol qui aura lieu samedi au Petit-Palais, par MM. Benlliure, directeur général des Beaux-Arts, titre équivalent, en Espagne, à celui de notre sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts.

M. Benlliure est le sculpteur le plus en vue de l'école espagnole contemporaine. C'est un sincère ami de la France et un zélé défenseur de la culture française dans son pays. Il a bien voulu, le jour même de son arrivée à Paris, nous donner quelques renseignements inédits sur l'exposition espagnole, qui s'annonce comme un des événements sensationnels de la saison artistique.

— Laissez-moi vous dire, d'abord, ma joie et ma fierté d'avoir réuni, pour le public français, si éclairé et si compréhensif,



UN DES PLUS BEAUX GOYAS

Le portrait de la reine Marie-Louise, appartenant au roi Alphonse XIII

l'élite des peintres espagnols d'hier et d'aujourd'hui.

« L'exposition qui va s'ouvrir a été organisée sur l'initiative du comité de rapprochement franco-espagnol, que préside le grand ami de la France qu'est Son Altesse le duc d'Albe. C'est la réplique de l'exposition française à Madrid, qui fut un succès sans précédent.

Chefs-d'œuvre royaux

L'exposition espagnole n'a pas eu de partisan plus enthousiaste que notre roi Alphonse XIII, dont vous n'ignorez point les vives sympathies françaises. Sa Majesté n'a pas seulement tenu à honorer de patronner cette manifestation de sympathie de l'Espagne envers la France. Elle a voulu y participer personnellement et m'a donné l'autorisation de choisir les plus belles pièces et les plus purs chefs-d'œuvre de ses résidences royales et des collections nationales du Retiro, de l'Escorial, du Monasterio, du Prado, du Palazzo Real et des musées de Valence, Séville, Grenade, Barcelone, etc., etc.

Les particuliers ont suivi l'exemple de notre gracieux souverain. Ce fut, dans toute l'Espagne, une émulation chaleureuse, entre les collectionneurs, pour mettre à la disposition du comité des toiles célèbres, qui, jusqu'à présent, figuré ensemble à aucune exposition.

« La réunion des vingt-cinq plus beaux Goyas est sans précédent historique. Vous verrez les portraits du roi Charles IV et de la reine Marie-Louise, que nous a confiés le roi Alphonse XIII, et les quatre grands panneaux de « Le Pelele », des « Toreros Maías », de « Las Lavanderas » et de « Las Mozas del Cantaro ». Je puis vous citer encore le « portrait de Goya » par lui-même ; un adorable « portrait de femme » appartenant à la marquise de la Vega Inca ; la célèbre esquisse de « La maison de fous », qui appartient à M. Boire, directeur du musée du Prado ; un autre « portrait de femme » prêt par le comte de Pradere ; le charmant portrait de « Maria-Theresa Gayetana de Silva, duchesse d'Albe » ; le portrait de « Bayen », beau-père de Goya, porté du musée de Valence ; le portrait de « Dona Maria Gabriela Palafox y Portocarrero, marquise de Lazan » ; le « due de San Carlos », propriété de la Compagnie du Canal d'Aragon, à Saragosse ; « La Infanta Isabel, reine des Siciles » et le célèbre « Combat de Toros ».

« Le roi Alphonse XIII a prêté à l'exposition les riches tapisseries du Retiro et des pièces de mobilier précieux du palais royal.

La Retrospective

« La Retrospective d'art espagnol comprend les toiles les plus célèbres de Melida y Alinari, de Alvarez Alceiras, de Jimenez Aranda, de Garcia y Ramos — dont vous verrez la « Bataille de parois » passée en proverbe, en Espagne — Palmarioli, de Tinetti, de Rosales — artiste génial, trop tôt ravi à notre art national — de Fortuny, dont vous verrez la fameuse *Vicaria*, popularisée par l'image — etc., etc.

Les maîtres modernes

« L'école espagnole contemporaine est largement représentée par des maîtres, qui ont, pour la plupart, figuré dans vos grands Salons annuels : Zuloaga, les frères Zubizarreta, Beruete, Benedito Pradilla, Acosta, de Torres, Villegas, Russignol, Beltrami, Sotomayor, Pinazo, Carmona, Madrazo, Urgell, Pinazo Camarlench, Mir, Cardona, Naurich, Fillo, Bermejo, Vasquez, Checo, Covarsi, etc.

« Dites, surtout, à vos lecteurs, la grande part que notre souverain a prise à cette manifestation d'art. Le roi a reçu, avant son départ de Madrid pour votre belle capitale, il m'a exprimé son regret de ne pouvoir assister à l'inauguration, et m'a dit sa joie profonde d'envoyer, à la France amie, que l'Espagne artistique a de meilleur.

Nous prenons congé de M. Benlliure, de qui la modestie charmante a omis de nous dire que le buste du roi Alphonse XIII, exécuté par lui, figurerait à cette exposition, dont il prépare les moindres détails, sur plans, avant de quitter Madrid. — MARCEL PAYS.



LE CAPITAINE MORNET. — La paix n'est pas faite.

Ce fut hier la journée des lettres.

Au début de l'audience, le capitaine Mornet vint aux débats l'original de la lettre adressée par M. Jacques Dhur à Desouches en date du 25 mai 1915, et ayant trait à la création d'un grand journal pour la défense des intérêts français contre l'Angleterre. C'est M. William Thorp, conseil de Desouches à cette époque, qui a retrouvé le document.

Le capitaine Thibaut, greffier, donne lecture d'une lettre adressée le 25 juin 1915 par M. Poincaré à M. Charles Humbert. Le président de la République s'élève contre la lettre reçue de M. Charles Humbert, soit dactylographiée, ce qui indique qu'elle est destinée à la publicité, et il regrette de voir mêlé à ses préoccupations patriotiques le désir de s'adresser à d'autres que les destinataires de ses missives.

Après s'être retranché derrière son devoir constitutionnel, le président de la République écrit : « Vous constituerez des dossiers, j'en suis sûr, mais je pense... » Un peu plus loin, il rappelle à son correspondant que ni en 1915 ni en 1914 celui-ci ne lui a fait part de ses appréhensions, et qu'il ne l'a pas prévenu du fameux discours du 13 juillet 1914.

C'est ensuite la lecture de la déposition de M. Raymond Poincaré au cours de l'Instruction de l'affaire Humbert.

La déposition du président de la République

Lorsque M. Raymond Poincaré fut invité à déposer, il avait été mis en cause par les déclarations de Charles Humbert. Les renseignements qu'il fournit sont donc, avant tout, des mises au point.

Le président se rappelle fort bien avoir reçu, le 12 décembre 1915, Charles Humbert, qui lui parla en termes vagues de ses démarches avec les actionnaires du *Journal*. Ceux-ci, dit-il, voulaient se séparer ; mais il ne se laisserait pas faire ; aucune allégation sur l'origine de fonds, mais seulement sur les manœuvres pour introduire des inconnus. A ce sujet, le président de la République exprima l'opinion qu'il était à craindre que l'Allemagne ne cherchât à acheter des journaux de pays alliés.

— Si vous avez des indices, conseilla-t-il à Humbert, adressez-vous à la justice. Je n'ai que des soupçons, répondit le dernier ; je vais saisir l'opinion par un article.

Le 13 février 1917, autre audience. La conversation porta sur Bolo. « Je crois Bolo innocent, dit Humbert, mais s'il est coupable cela ne regarde que lui ; je ne m'entremets pas en sa faveur. » Il fut successivement question de Lenoir, Desouches, puis encore de Bolo.

— Vous avez joué de malheur, dit le président ; vous tombez de Charybde en Scylla.

Humbert communiqua le rapport sur Lenoir, sur la Beauregard, la lettre du capitaine Ladoux. « Prévenez la justice, dit le président. Je ferai part de votre demande au gouvernement. » Le président de la République fit part de la communication au gouvernement, mais il n'y eut aucun résultat précis.

La troisième audience présidentielle est placée par Charles Humbert vers le 26 septembre 1917. Voici ce que dit, à son sujet, M. Poincaré :

« C'est le 19 septembre que M. Charles Humbert a demandé audience, le jour même où Bolo fut arrêté, après l'arrivée des cablogrammes américains. Il n'est venu que le 1^{er} octobre.

« M. Humbert vint me dire à moi-même que l'enquête à laquelle il avait procédé avait abouti à des découvertes importantes ; il avait, déclarait-il, la preuve que Desouches avait déposé dans une agence du Comptoir d'escompte plusieurs millions en coupures de toutes sortes qui étaient arrivées par la valise diplomatique d'un pays neutre. Je l'engageai à s'adresser à la justice : « Voyez le garde des Sceaux, lui dis-je. »

« M. de Moro-Giafferi, prenant la parole, s'éleva et rappela que le président de la République, prévenu quatre fois, n'avait rien fait ; il ajoute :

— Je me demande s'il ne spéculait pas sur la chute de Charles Humbert, qu'il détestait.

A ces mots, le capitaine Mornet se dresse, les poings tendus :

— Je vous préviens, s'écrie-t-il, que si vous renouvez vos insinuations contre le président de la République, je prendrai des réquisitions !

— Tant que la robe ne me sera pas arrachée, je soutiendrai les droits de la défense.

— C'est mon dernier avertissement. — Je ne l'accepte pas.

Impassable sous le feu croisé de ces répliques, le colonel Masselin, s'adressant au greffier, coupe court à l'incident :

— Continuez la lecture, je vous prie. Dans la suite de sa déposition, M. Poincaré répond à la question suivante : « En octobre 1916, avant son départ en Espagne, M. Charles Humbert n'a-t-il pas eu des conversations avec le président de la République ? » Voici la réponse faite :

Bolo à l'Elysée

« M. Humbert est venu en octobre 1916, avant et après le voyage en Espagne, mais il n'a pas été convoqué à l'Elysée ; il est venu spontanément, après avoir demandé une audience par télégramme. Quelques jours auparavant, M. Henri Cain m'avait amené Bolo, que je n'avais jamais vu auparavant, mais contre qui j'étais en garde par suite d'un certain nombre de renseignements inquiétants déjà recueillis sur son compte. Il se dit le bailliver de fonds de l'Espagne ; il se proposait d'aller voir le roi Alphonse prochainement avec M. Charles Humbert. Je me suis borné à l'écouter et à l'observer. Il m'a fait mauvaise impression et j'ai laissé d'autant plus d'inquiétude qu'il

LA DÉPOSITION DE M. POINCARÉ A ÉTÉ VERSÉE AUX DÉBATS

UN VIF INCIDENT

M^e DE MORO-GIAFFERI. — Je ne recréerai à la liberté de la parole que lorsque m'aura arraché ma robe.

m'a raconté être allé en Suisse où il a vu l'ex-khédive, et en Amérique où il a rencontré Hearst ; tous deux amis personnels de la France.

« Plus tard mes soupçons furent confirmés par un rapport sur Bolo. »

Le voyage en Espagne

Le président de la République parle du voyage en Espagne :

« Lorsque en octobre 1916, après le voyage en Espagne, j'étais en défection contre Bolo, mais je ne suis pas encore qu'il eût reçu de l'argent d'Amérique, et bien entendu, je ne me crus autorisé à confier mes inquiétudes à M. Humbert. Comme il me disait qu'il allait partir pour l'Espagne, je me suis mis à lui faire cette remarque : « J'ai vu »

« visite d'un nommé Bolo, qui m'a dit »

« votre bailliver de fonds, est-ce exact ? »

« avec lui que vous parlez pour l'Espagne ? »

« Oui, me dit-il. » Et il ajouta qu'il avait prévenu le président du Conseil, M. Berthelot, et qu'il s'agissait d'un article à insérer sur l'Espagne. »

« J'ai vu »

« l'original de la lettre que j'ai adressée à M. Humbert, et qu'il s'agissait d'un article à insérer sur l'Espagne. »

« Le président de la République, après une déclaration de Humbert, dit qu'il avait nullement chargé de remettre à son retour de voyage, Charles Humbert se rendit de nouveau à l'Elysée ; la question d'un article qui avait été soumise au ministère des Affaires étrangères.

Un violent incident

M. de Moro-Giafferi fait une observation à M. le président de la République. Les deux hommes se disputent. M. de Moro-Giafferi s'élève contre la lettre adressée par M. le président de la République à Charles Humbert : « Mon cher sénateur, je serai très heureux de m'entretenir avec vous. » Ce n'est pas une formule de politesse, mais une déclaration d'amitié.

Je ne sais pas si la lettre est d'origine de M. de Moro-Giafferi, ou d'un autre, qu'elle est surchargée.

— Une surcharge ! s'écrie M. de Moro-Giafferi, mais alors...

Le dossier est passé au capitaine Mornet, qui constate :

— En effet, il y a une surcharge. Le document arrive aux mains de l'agent, qui, après quelques instants de réflexion, déclare :

« Le dossier des conclusions. Je ne puis indiquer d'un mot leur objet, mais la désignation d'un expert aura pour mission de rechercher si la surcharge est de la main de M. Poincaré. »

— Dès avant que les conclusions soient déposées, déclare aussitôt le capitaine Mornet, je me permets d'indiquer que le conseil devra les repousser, d'abord parce que la lettre ne concerne pas l'inculpation de Charles Humbert, et ensuite pour des raisons de haute convenance. C'est une diversion. Je m'y opposerai, parce qu'elle est contraire à l'ordre constitutionnel.

M. de Moro-Giafferi explique :

— Aucune considération de haute convenance ne saurait prévaloir contre l'intérêt de la justice. C'est une diversion. Les-vois, non, c'est tout, tout le procès. Le rapport consacrera trois pages au voyage en Espagne. Le témoin, l'employé de la justice, pour ne pas faire de la diversion, avait des renseignements effrayants sur Bolo, et il l'a laissé partir en Espagne avec le sénateur Humbert. Et le roi d'Espagne a pu croire qu'il avait affaire à une personnalité qualifiée. Et si jamais le roi lisait les débats... Une diversion, dis-je, c'est un scandale.

— Le scandale est de votre côté !

— La volonté la diversion, je ne m'y prêterai pas.

Le capitaine Mornet se lève, en proie à une violente émotion qu'il cherche à contenir ; il dit :

— M. le président, je fais appel à votre autorité. Il est toujours pénible au ministère public de solliciter certaines mesures, mais le sentiment des convenances patriotiques m'y oblige. Je vous demande de considérer les débats. Rappelez à tous, au ministère public, si jamais un écart de langage pouvait lui échapper, comme à la défense,

LE MONDE

LES COURS

La médaille de la Reconnaissance française, en vermeil, vient d'être conférée à S. M.



LA DUCHESSE D'ARGYLL
qui vient de recevoir la médaille de la
Reconnaissance française

La reine Mary, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande; à LL. AA. RR. la princesse Hélène de Grande-Bretagne (princesse Christian), et à la princesse Louise de Grande-Bretagne (duchess d'Argyll).

— La Cerle Interallié a donné, hier, une très belle réception en l'honneur de S. M. la reine de Roumanie.

La souveraine arriva à 5 h. 30, accompagnée de S. A. R. la princesse Elisabeth et de ses dames d'honneur. Elle fut reçue par l'amiral Fourrier, président du Cercle, et par les membres du comité directeur. Le président conduisit alors la reine dans la salle à manger privée, où une table d'honneur était dressée. Sa Majesté y prit place, ayant à la droite la comtesse de Derby et à sa gauche Mrs Sharp.

Venaient ensuite : la comtesse Bonin-Longare, Mme Malsin, comtesse de Beaumont, duchesse de Montmorency, baronne Henri de Rothschild, etc., etc.

Un très joli programme, qui réunissait les noms de Mmes Marie Leconte, Jeanne Granier, Marguerite Carré, Edmée Favart, Zambelli, Menier et M. Francell, fut particulièrement apprécié par la souveraine, qui donna plusieurs fois le signal des applaudissements.

Reconnu dans la nombreuse et élégante assistance : duc et duchesse de Doudeauville, duchesse et Mlle d'Uzès, le ministre de Roumanie et Mme Antonesco, Mme Vesnitch, lady Victoria Primrose, duc de Montmorency, marquise et marquis de Rochechouart, M. Paillet, marquise de Piane, comtesse de Castelnau, comtesse de Tanlay, vicomtesse de Sigalas, marquise et marquis de Monteynard, baronne J. de Rothschild, comte et comtesse de Byras, vicomtesse de Lévis-Mirepoix, comte et comtesse R. du Luart, prince et princesse Cantanèze, M. et Mme de Billy, marquise de Maubourguet, marquise de Solages, comtesse de Saint-Léon, comtesse B. de Clermont-Tonnerre, marquise de Harlington, comte et comtesse de La Redorte, comtesse et Mlle de Maudouville, comtesse de La Rochechouart, M. et Mme de La Morinière, M. et Mme Pacheco E. Silva, M. et Mme F. Froment-Meurice, marquise de Dion, la générale Bizot, Mlle Vaccaro, général et Mme Lasso, vicomte et vicomtesse de La Tour du Pin, comtesse de Warren, M. et Mme Grosclaude, Mme Blumenthal, Mme Edgar Stern, Mme Capiello, vicomtesse de Courcy, comte et comtesse de Caraman, baronne de Croze, marquise et marquis de Montferrier, comtesse de La Taille, Mme Hermite, M. et Mme Herbet, Mme Philippe Verme, comte et comtesse de Plater, baronne de Mandat-Granczy, Mme Balsan, Mlle de Bidois, baronne Le Lasseux, marquise et marquis de Saint-Genys, baronne de Dorlodot, comtesse Marquiset, comte d'Oultremont, M. Arthur Meyer, comte Fleury, comte de Percin, M. A. de Fouquieres, ainsi que de nombreuses notabilités de la colonie roumaine et une grande partie des membres du Cercle.

— Le même soir, un dîner était offert à l'hôtel de la légation de Roumanie par le ministre et Mme Antonesco, en l'honneur de S. M. la reine et LL. AA. RR. les princesses Elisabeth et Marie.

Les autres convives étaient : le ministre des Affaires étrangères et Mme Pichon, S. Exc. lord Derby, ambassadeur d'Angleterre, et la comtesse de Derby, S. Exc. l'ambassadeur d'Italie et la comtesse Bonin-Longare, S. Exc. M. Quinones de Leon, ambassadeur d'Espagne, le maréchal et Mme Poch, le ministre de Grèce et Mme Athos Romanos, le ministre de Roumanie à Londres, le ministre de Belgique et la baronne Giffard d'Estrey, M. et Mme Bratiano, le général Balit, Mme Lahovary, Mme Procopio, M. Mowski, Mme House, M. Hoover, M. et Mme Wood Bliss, M. et Mme Philippe Berthelot, M. William Martin, marquise de Belloy, M. Varda Voevod, etc., etc.

Une réception, pour laquelle deux cents invitations avaient été lancées, suivit le dîner.

CORPS DIPLOMATIQUE
— S. Exc. sir Rennel Rodd, ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, vient d'arriver à Paris.

CERCLES
— Au scrutin de ballottage, au Nouveau-Cercle, ont été admis à titre permanent :

M. Jacques Munro, lieutenant à l'escadron aéronautique à Marrakech (Maroc), croix de guerre, parrains : M. Georges Munro et le vicomte d'Heudecourt. Le comte Paul de Gouyon-Saint-Cyr, parrains : le comte Robert du Luart et le comte Hector de Monteynard. Le marquis de La Jaille, parrains : le vice-amiral comte de La Jaille et le marquis de Rambures.

MARIAGES
— Prochainement aura lieu, à New-York, le mariage de miss Margaret Carnegie, fille unique de M. Carnegie, le président du trust des aciers aux Etats-Unis, avec M. Roswell Miller, enseigne de vaisseau de la marine américaine.

DEUILS
— Le président de la République s'est fait représenter, hier matin, par le commandant Fiquant, de sa maison militaire, au service religieux célébré au temple de l'Oratoire, en commémoration des membres de la Société des Gens de lettres, tombés au champ d'honneur.

Prêtre d'adresse, les amis de Naissance, Mariages, Deuil, etc., à l'Office des Publications, boulevard Foyot, 10. Téléphone Central 50-11. Bureaux : de 6 heures à 8 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

ROLLS ROYCE
Leurs moteurs d'avion de même que leurs châssis automobiles, sont les meilleurs du monde.

PARIS STATIONS
de la
COTE D'AZUR
CANNES, NICE
MONTE-CARLO, MENTON
par
TRAINS RAPIDES
AVEC VOITURES DE LUXE

B L O C - N O T E S

Et voici venir... ou revenir... la mode des cheveux courts...

Comment, et par qui, une mode nouvelle est-elle lancée ? Cela, c'est l'éternel mystère. Mais ce dont nous pouvons être sûrs, c'est que la femme qui a lancé la mode des cheveux courts est une personne pleine de malice, qui ne devait pas les avoir très longs. Peut-être même avait-elle dû s'imposer, depuis longtemps, l'ennui de porter perruque ou, tout au moins, d'ajouter quelques « postiches » à cette chevelure insuffisante. La voilà délivrée.

Heureuse créature ! Car on imagine ce qu'une telle victoire peut mettre de joie au cœur d'une femme coquette : souffrir d'une imperfection physique et réussir à la cacher sous l'artifice d'une mode qu'on a créée soi-même, et qu'on a l'air de simplement subir, en la créant !

Je suppose, d'ailleurs, que la plupart de nos modes féminines ont dû naître de cette façon-là ; et que c'est, par exemple, à l'ambition de dissimuler une taille imparfaite ou une oreille mal dessinée que nous devons l'usage de cacher la taille sous une jupe à ceinture très montante, ou de rendre l'oreille invisible sous de longues mèches ébouriffées.

La mode des jupes longues reviendra sans doute, un jour. Il est probable qu'elle aura pour auteur une jolie femme qui doit souffrir cruellement, à cette heure, d'avoir à nous montrer sous sa jupe courte un vilain pied, ou une « attache » sans grâce.

Car la même mode qui fait la joie des uns est la désolation des autres. La mode des mains dégingées a consterné les femmes qui n'ont pas une jolie main ; le retour à la coiffure japonaise exaspérera celles qui ont un front trop large, ou les cheveux mal plantés.

C'est ce qui explique pourquoi tant de femmes attendent avec une anxiété si grande les modes nouvelles.

Pour les hommes, un changement de mode n'est qu'agréable ou ennuyeux ; pour les femmes, c'est une aventure... c'est la loterie où chacune est sûre d'avoir à perdre ou à gagner quelque chose.

SONIA.

Le cardinal à l'Académie

Son Eminence le cardinal Amette ira jeudi à l'Académie française, non en l'honneur, mais en auditeur. C'est une marque d'estime et d'amitié qu'il donne, publiquement, au nouvel élu, Mgr Baudrillard.

Il ne sera pas, d'ailleurs, le seul prélat à la séance. Outre Mgr Fages, son vicaire général, on y admirera aussi la superbe prestance de Mgr Herscher, archevêque de Laodicée. Ces hauts dignitaires de l'Eglise, accompagnés d'un nombreux clergé, régulier et séculier, donneront sans doute, à la réception du nouveau élu, un petit air de concile. Mais où placera-t-on Son Eminence ? Le cas est-il prévu par un minutieux protocole ? Ce prince de l'Eglise siègera-t-il avec le public ? L'immortalité étant fort voisine de l'éternité, les Quarante feront-ils une petite place sur leurs banquettes vertes à l'archevêque de Paris, de qui dépend, au point de vue spirituel, l'illustre fille du grand cardinal de Richelieu ?

Un buste d'Albert de Mun

Sur l'initiative de M. Denys Cochin, un grand nombre de députés appartenant à tous les partis de la Chambre ont signé, hier, une proposition de résolution tendant à faire placer un buste d'Albert de Mun dans une des salles intérieures du Palais-Bourbon.

Cette proposition a été déposée en fin de séance. Et, comme elle concernant le buste de Jaurès, elle a été renvoyée au bureau de l'Assemblée.

Les doigts de Paderewski

Il y a quelques années, le célèbre pianiste prit la précaution d'assurer ses doigts prestigieux, pour la bagatelle de 300.000 francs. Aujourd'hui, ces doigts ont à exécuter un concert autrement plus laborieux que ceux qui firent sa réputation de virtuose. Paderewski doit signer l'acte qui libérera la Pologne si longtemps martyre.

Triple élection académique

Grande séance d'élection hier à l'Académie de médecine. C'est d'abord un des disciples les plus éminents de Pasteur, le docteur Yersin, directeur de l'Institut Pasteur de Nha-Trang, — ses admirables travaux sur la peste ont rendu son nom célèbre dans le monde entier, — qui a été nommé associé national.

Un second siège d'associé national a été donné au docteur Delagenière, chirurgien des hôpitaux de Mars.

Enfin, un fauteuil était vacant dans la section de pathologie médicale : à la presque unanimité des suffrages, on a élu titulaire le professeur Emile Sergent, grand lauréat de l'Académie, médecin à l'hôpital de la Charité, représentant des médecins des hôpitaux au conseil de surveillance de l'Assistance publique. Le professeur Sergent est, on le sait, un des promoteurs de l'enseignement clinique dans les hôpitaux de Paris. Ses travaux principaux ont trait à la tuberculose et aux maladies des glandes surrénales.

Après ces scrutins, l'Académie a repris la discussion sur la déclaration obligatoire de la tuberculose : un adversaire de la déclaration, le docteur Capitan, et deux partisans de la déclaration, les docteurs Achard et Simm, ont été entendus. D'autres opinions se sont inscrites pour la prochaine séance. Les avis sont décidément très partagés.

Les sorties de la « veuve »

La « veuve », — qui l'ignore ? — c'est la guillotine. Elle a beaucoup travaillé ce matin.

Les bois de justice sont garés dans une remise, rue de la Folie-Méricourt. Et, comme les sorties de la « veuve » sont toujours mystérieuses et nocturnes, les journalistes à l'affût de l'événement sensationnel, risqueraient fort de manquer une exécution, sans un brave cordonnier qui a su échapper à peu près en face des bois de la Folie-Méricourt, le docteur Achard et Simm, ont été entendus. D'autres opinions se sont inscrites pour la prochaine séance. Les avis sont décidément très partagés.

Voici le texte des modifications apportées par ce projet au Code du Travail et de la Prévoyance sociale :

ARTICLE PREMIER
Le chapitre II (Durée du travail) du titre premier du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

Chapitre II. — Durée du travail. — Art. 1. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 2. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

Art. 3. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 4. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

Art. 5. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 6. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

se moque du portrait si soigneusement fait comme de son habit d'académicien.

Témoin cette petite anecdote bien savoureuse : une fois, un opérateur pressé le fit en série avec d'autres écrivains notoires. Par fortune, il y eut inversion sur les clichés édités : sous celui d'Anatole France, on imprimait gravement le nom de Huysmans, et sous celui de Huysmans celui d'Anatole France.

— La chose m'était tout à fait indifférente. Mais, voilà ! Huysmans a protesté. Cela se concevait. C'était au fort de la Cathédrale. Il s'était converti. Convenait-il de vendre aux fidèles, pour un saint, la figure d'un homme qui ne l'est guère, hélas ! la mienne ?

LES DISCOURS DE JEAN DOMINIQUE

J'ai sous les yeux une petite brochure émouvante. Elle contient les discours prononcés à Bruxelles par la directrice de l'Institut belge de culture française pendant l'occupation allemande, devant son public restreint d'instinctifs et de récents.

Discours prononcés clandestinement — est-il besoin de le dire ? Mais quand on les a lus et que l'on pense à ce que risquait l'oratrice à affirmer aussi tenacement, et aussi noblement son patriotisme, son indéfectible révolte, on demeure plein d'admiration.

Une délation, une surprise, et tout était perdu. Rien n'a arrêté la courageuse femme. Elle semblait braver le danger en choisissant pour prendre la parole, les dates les plus patriotiques : la fête du roi, le jour de la mort de Verhaeren, etc. Deux fois la semaine, ces leçons qu'elle donnait de littérature et d'histoire de l'art étaient surtout, comme elle l'a dit elle-même, « un échange perpétuel d'émotions vibrantes, de sollicitations pathétiques, de dévouement réciproque qu'entretenaient la flamme du patriotisme et la splendeur du sacrifice offert ».

Il faut que les Français sachent le nom de cette femme admirable. C'est Mlle Marie-Closet, qui fut la fondatrice de cet Institut belge de culture française, dont elle sut imposer l'existence, pendant toute la guerre, à la tâtillonnerie persécution allemande, par des prodiges d'ingéniosité, et où elle réussit à maintenir une sorte de foyer de patriotisme belge sous l'invasion de la pensée française.

Sous le nom de Jean Dominique, elle a publié avant la guerre une série de recueils de poésies : *La Gaulle blanche*, *L'Anémone des Mers*, *L'Aile mouillée*, *Le Puits d'azur*, dont les lettres s'enchantent, et qui attestent une sensibilité si exquise, si tendre, si pathétique, si subtile à la fois, dans une langue si musicale.

JEAN DOMINIQUE
(Mlle Marie-Closet)

Le président de la République inaugurera samedi matin, à 11 heures, l'exposition d'art espagnol organisée au Petit Palais, sous le patronage du roi d'Espagne, par les soins de M. Billac, directeur de l'Ecole des beaux-arts de Séville ; de M. Bonifère et de M. Henry Lapauze. Cette exposition sera ouverte au public samedi, à deux heures.

La Galerie 64 bis, rue La-Bodolle, a réservé son petit Salon du Printemps à deux jeunes peintres, A. J. Coussins. Gros succès pour cette exposition des Paysages de Provence. Fermeture irrévocable le 10 avril.

LE VEILLEUR.

et si pure, que de tels vers apparaissent vraiment à part, dans la littérature, en dehors de toute classification ou comparaison. Petites merveilles frissonnantes, adorables floraisons du cœur. Et qui aurait pu penser que cette jeune femme, brève comme un roseau, brochant habile dans sa petite chambre bleue, au milieu de ses fleurs et de ses estampes, savante et sachant rire de tout, et qui écrivait des vers si doux, se révélerait l'indomptable créature qu'elle a été quatre ans ? C'est qu'une âme invinciblement forte avait un caractère de trempe virile au-dessous de toutes ces délicatesses. L'âme flamande est ainsi, et le trouve qu'elle s'est vraiment incarnée, une fois de plus, dans cette héroïne inoffensive, avec ses raffinements et ses abandons et aussi le surcroît de son incoercible indépendance.

— FRANCIS DE MIOMANDRE.

La fortune de Carnegie

Il serait inexact d'affirmer que miss Margaret Carnegie, dont on annonce le prochain mariage, héritera de nombreux millions à la mort de son père, qui est aujourd'hui âgé de 81 ans. Il y a bien, en effet, un temps que M. Carnegie déclarait que « l'homme qui meurt riche meurt déshonoré ». Depuis lors, il a dépensé un nombre fort coquet de millions pour diverses fondations.

On a même pu affirmer, tout récemment, que la fortune que laisserait M. Carnegie à sa mort serait excessivement modeste.

On peut être assuré que sa fille unique sera confortablement dotée, mais on ferait erreur si l'on croyait qu'à la mort du roi de l'acier son héritière serait transformée en Dame Grégoire.

LE PONT DES ARTS

Le président de la République inaugurera samedi matin, à 11 heures, l'exposition d'art espagnol organisée au Petit Palais, sous le patronage du roi d'Espagne, par les soins de M. Billac, directeur de l'Ecole des beaux-arts de Séville ; de M. Bonifère et de M. Henry Lapauze. Cette exposition sera ouverte au public samedi, à deux heures.

La Galerie 64 bis, rue La-Bodolle, a réservé son petit Salon du Printemps à deux jeunes peintres, A. J. Coussins. Gros succès pour cette exposition des Paysages de Provence. Fermeture irrévocable le 10 avril.

LA CURIOSITÉ

Hôtel Drouot. — Salle 1 : Exposition. Collection de M. L. L. Tableaux anciens, aquarelles, gouaches (M. Baudin, MM. Foul et Marchand).

Salle 6 : Exposition. Objets d'art et d'ameublement du dix-huitième siècle appartenant à M. le vicomte de F. B. (M. Lait-Dubrouil, M. Paulme).

Galerie Petit. — Vente. Adrien Edgar Degras. Dernières œuvres (M. Lait-Dubrouil et M. Lait-Dubrouil, MM. Bernheim jeune, Durand-Ruel et Volard).

LA TOUR DE LA LIBERTÉ



UNE NOUVELLE BABEL SUR LA SPRÉE

(Dessin de W. A. Weidner, extrait des Lustige Blätter, de Berlin).

LE PROJET DE LOI SUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

M. Colliard, ministre du Travail, l'a déposé hier sur le bureau de la Chambre

M. Colliard, ministre du Travail, a déposé, hier sur le bureau de la Chambre, le projet de loi concernant la journée de huit heures.

Voici le texte des modifications apportées par ce projet au Code du Travail et de la Prévoyance sociale :

ARTICLE PREMIER
Le chapitre II (Durée du travail) du titre premier du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

Chapitre II. — Durée du travail. — Art. 1. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 2. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

Art. 3. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 4. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

Art. 5. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique pris en exécution.

Art. 6. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit à l'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente.

LES THÉÂTRES

Théâtre Edouard-VII. Rapatipatoum. opéra-bouffe en trois actes, musique de M. Tiarko Richepin, livret de M. Albert Villemetz.

Rapatipatoum aura certainement deux cents représentations, ou davantage, si toutefois M. Franck ajoute à l'intérêt essentiel de la pièce celui d'un concours. La question posée aux spectateurs serait : « Quel est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Je ne ramporterais sûrement pas le prix ; car, pour ma part, je n'y ai vu que du feu. Le premier et le troisième acte se passent au pays des cartes, non pas des cartes de l'état-major, ni des cartes d'alimentation, mais des cartes à jouer. Le deuxième acte se passe chez un nouveau riche, qui a acheté le château d'un ancien riche, que son amour pour la dame de pique a ruiné. Cet ancien riche est devenu le voyageur de la maison Grimaud, qui l'envoie au pays des cartes pour refaire les clichés. Il enlève la dame de pique, puis il la ramène au barcel, et tout semble se terminer par le bohémisme.

On avait reproché à M. Albert Villemetz l'abus des bons mots, dans les *Baisers de minuit*. *Rapatipatoum* fait compensation : la prochaine fois, il trouvera le juste milieu.

Les décors sont amusants. Mme Marguerite Deval et M. Henry Defreyn, ont autant d'esprit qu'à leur ordinaire, et plus de mérite que jamais à en avoir. La musique de

M. Tiarko Richepin m'a paru originale, délicate, rythmée, chantante, pleine de vie ; mais, voilà bien ma chance, c'est



Mlle MARGUERITE DEVAL
seule chose dont je n'ai pas le droit de parler, n'étant point qualifié pour cela.

Abel HERMANT.

Mme MARGUERITE CARRÉ CHANTERA-T-ELLE

« LA BELLE HÉLÈNE » AU VAUDEVILLE ?

Mme Marguerite Carré va reprendre le rôle de Méliandre dans le chef-d'œuvre de Debussy, et elle y retrouvera le grand succès qu'elle obtint avant la guerre. Elle sait que la brillante artiste chante aussi l'opérette avec verve et talent. Le bruit courait hier que Mme Marguerite Carré jouerait la *Belle Hélène*, la saison prochaine, au Théâtre du Vaudeville.

Nous avons demandé à M. Gheusi qui, en collaboration avec M. Deval, va diriger, dès la cessation des hostilités, le Vaudeville, de nous dire s'il était sûr de la nouvelle étoile.

— Il est exact que des pourparlers soient engagés. Moi-même, j'en serais heureux que Mme Carré chantât, au Vaudeville, l'opérette d'Offenbach. J'attends sa réponse définitive aux propositions que je lui ai faites.

LE PONT DES ARTS

Le président de la République inaugurera samedi matin, à 11 heures, l'exposition d'art espagnol organisée au Petit Palais, sous le patronage du roi d'Espagne, par les soins de M. Billac, directeur de l'Ecole des beaux-arts de Séville ; de M. Bonifère et de M. Henry Lapauze. Cette exposition sera ouverte au public samedi, à deux heures.

La Galerie 64 bis, rue La-Bodolle, a réservé son petit Salon du Printemps à deux jeunes peintres, A. J. Coussins. Gros succès pour cette exposition des Paysages de Provence. Fermeture irrévocable le 10 avril.

LA CURIOSITÉ

Hôtel Drouot. — Salle 1 : Exposition. Collection de M. L. L. Tableaux anciens, aquarelles, gouaches (M. Baudin, MM. Foul et Marchand).

Salle 6 : Exposition. Objets d'art et d'ameublement du dix-huitième siècle appartenant à M. le vicomte de F. B. (M. Lait-Dubrouil, M. Paulme).

Galerie Petit. — Vente. Adrien Edgar Degras. Dernières œuvres (M. Lait-Dubrouil et M. Lait-Dubrouil, MM. Bernheim jeune, Durand-Ruel et Volard).

PETITES NOUVELLES

— C'est vendredi prochain que la candidature de M. Guionin au secrétariat sera examinée par la commission des affaires dramatiques.

— M. Alfred Bruneau a écrit la musique de scène d'*Attila*, de Racine, que va reprendre l'Odéon.

— Quand *Pastor*, avec M. Lucien Guity, aura donné sa carrière, on dit que c'est le *Veilleur* de nuit, avec M. Sacha Guity, qui lui succédera.

— Ce n'est pas Mme Martine Rognier qui jouera le rôle principal de *Napoléonette*, au théâtre Sarah-Bernhardt, mais Mme Jane Danjou.

— Dans la tournée de M. André Bruni en Amérique du Sud, M. Léon Malavie — directeur de la scène — a été nommé — à tout succès et talent — *Rafale*, le *Duel*. On ne badine pas avec l'amour.

LE TANGO 'T LES DANSES ANCIENNES A L'ATHÉNÉE

La causerie que doit faire MARTE REGNIER, à l'ATHÉNÉE, vendredi prochain 11 avril, à 3 heures 30, s'annonce sensationnelle. Déjà nous avons dit que Mme MINCHIN, la reine du tango et du fox-trott, prêtera son concours et créera des danses inédites, avec son danseur russe Bronski. Il nous faut aujourd'hui ajouter les noms de Mlle Chasles, de l'Opéra-Comique, et de la brillante cantatrice Mlle HERLEROY, présenteront un divertissement inédit du dix-huitième siècle, et celui de la très célèbre artiste YETTA RIANZA, qui fera à cette occasion une

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

THÉÂTRE FEMINA

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

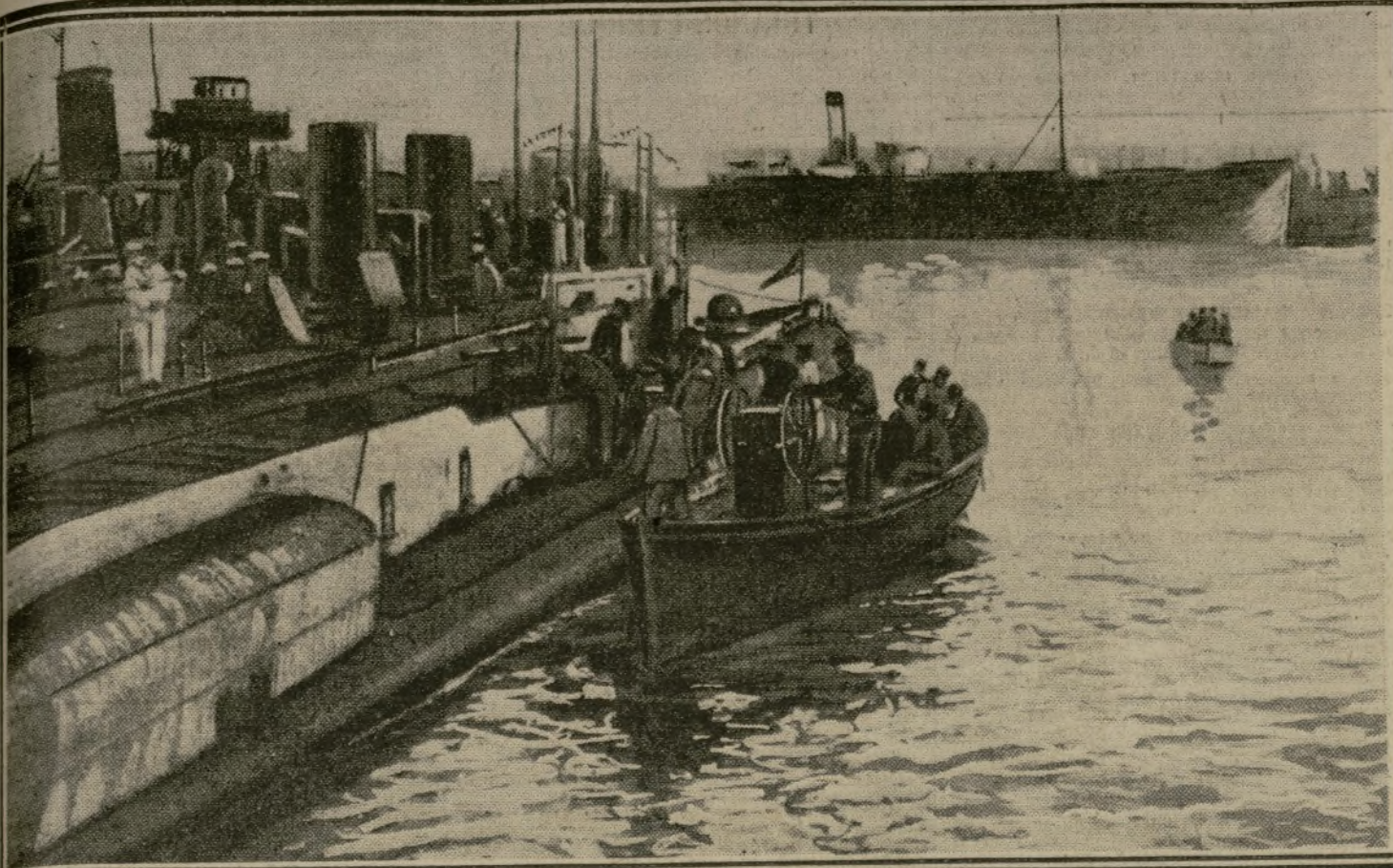
rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

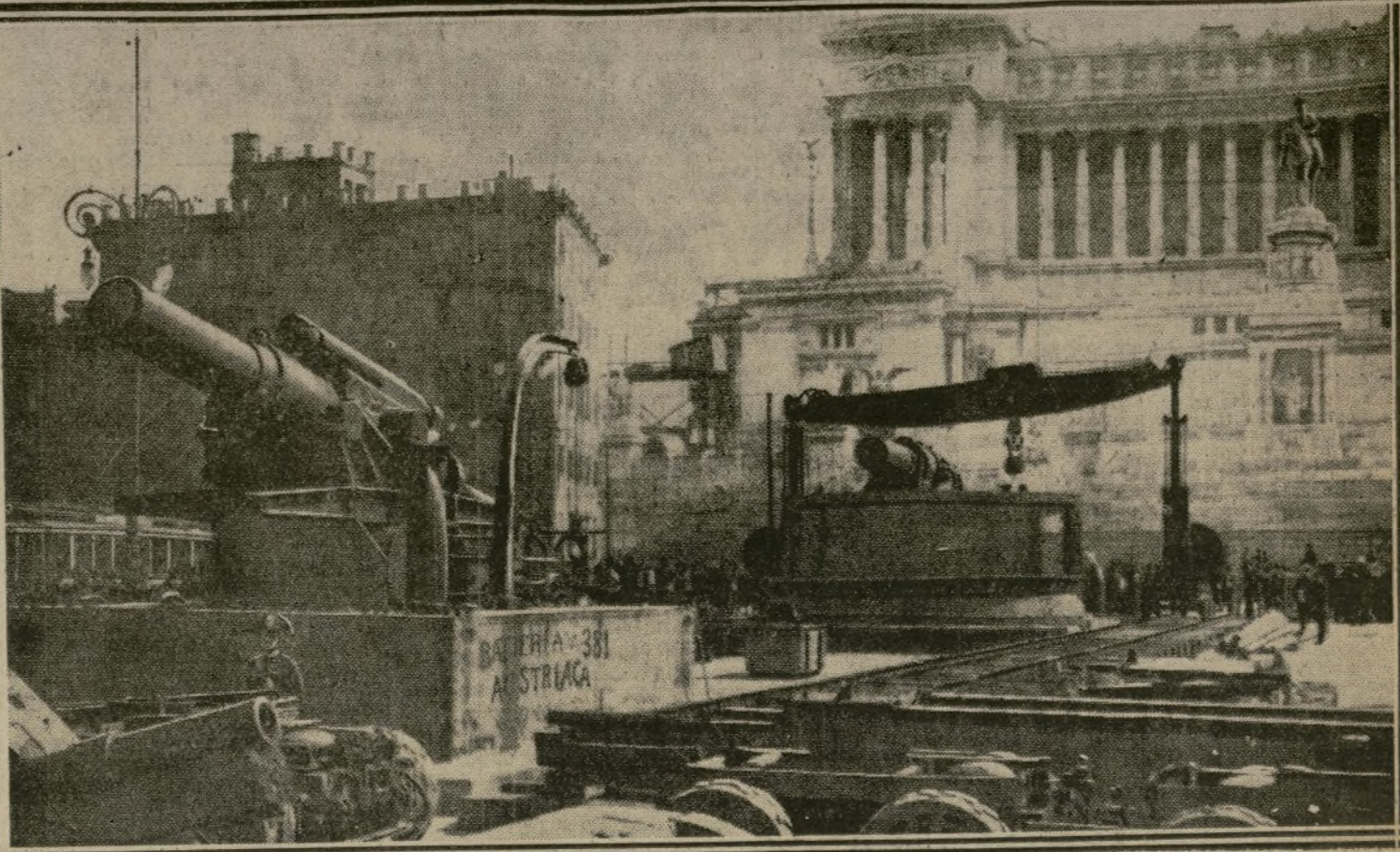
rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses danses les plus artistiques. Tout commentaire serait superflu. Location à l'Athénée, sans augmentation de prix.

rentrée très attendue au théâtre et paraîtra dans ses

SOUS-MARIN ALLEMAND SABOTÉ A BARCELONE LES TROPHÉES DE GUERRE EXPOSÉS A ROME



DES OFFICIERS ESPAGNOLS MONTENT A BORD POUR ARRÊTER LE COMMANDANT L'équipage du sous-marin allemand "U-C 74" interné à Barcelone, apprenant qu'un navire allié allait venir prendre possession de son bâtiment, a saboté les machines et tous les appareils. Les autorités espagnoles ont arrêté le commandant du sous-marin, qui a été interné à Alcala de Henares.



CANONS AUTRICHIENS DE GROS CALIBRE DEVANT LE MONUMENT DE VICTOR-EMMANUEL Les plus grosses pièces d'artillerie prises aux Autrichiens sont actuellement exposées sur la place Venezia, à Rome, devant le grandiose monument de Victor-Emmanuel II. Plusieurs de ces canons, enlevés à l'ennemi au cours des derniers mois de guerre sont des 420 et des 380. Ils attirent beaucoup de monde.

A SPA : LE MARÉCHAL FOCH INVITÉ PAR LES MISSIONS AMÉRICAINE ET BELGE



LE MARÉCHAL FOCH (+) AU DINER DE LA VILLA SOUS-BOIS, JEUDI SOIR Pendant son séjour à Spa, pour la conférence, le maréchal Foch a assisté à un dîner offert en son honneur, à la villa Sous-Bois, par la mission américaine. Notre premier instantané a été pris pendant ce dîner. Le lendemain, il était reçu à déjeuner par la mission belge, dans cette villa Freneuse, historique à



LE DÉJEUNER DE VENDREDI OFFERT A LA VILLA FRENEUSE plus d'un titre, qui abrita le kaiser à différentes reprises pendant la guerre. Notre seconde photographie le représente à l'issue du déjeuner sur le perron de la villa. Voici : 1. Le maréchal Foch ; 2. Le général Nudant ; 3. Le général Weygand ; 4. Le général Delobbe, chef de la mission belge à la mission interalliée.

LES SPORTS

UNE FÉDÉRATION PAR SPORT

La première fut fondée hier

Ainsi que nous l'avons annoncé hier matin, la campagne en faveur de la fédération par sport vient de produire ses premiers fruits : désormais des équipes, qui brûlent de rivaliser entre elles, ne seront plus contraintes à jouer les championnats côte à côte dans leur union ou ligue spéciales, sans jamais pouvoir se rencontrer, sous prétexte que les statuts sont différents. En France, — puisqu'il s'agit hier soir de la fédération unique pour le football-association, — la compréhension et la pratique du jeu sont en somme partout les mêmes : on ne peut donc que se féliciter du premier résultat obtenu. D'autres suivront : d'abord les sports athlétiques et la natation, puis le rugby donneront leur adhésion à ce principe.

Un deuxième point acquis est la reconnaissance pour ainsi dire légale du professionnalisme. La Fédération de football-association, suivant l'exemple de la Fédération anglaise, régira aussi bien les professionnels que les amateurs ; mais il faut attendre quelque temps pour voir comment s'acclimatera en France le professionnalisme, qui jusqu'ici a été presque inexistant, du fait que les professionnels ne pouvaient pas se rencontrer avec les amateurs, comme cela se pratique avec succès en Angleterre.

La troisième décision est l'exclusion des épreuves officielles de toute société ayant pour titre une raison industrielle ou commerciale : ainsi le sport restera sport, et ne deviendra, en aucun cas, moyen de réclame ou de publicité. — A. G.

FOOTBALL-RUGBY

La journée de dimanche sera chargée. — Dimanche sera une journée très chargée, et les sportsmen parisiens partisans de rugby n'auront que l'embarras du choix. Nous aurons dans nos murs les fameux Néo-Zélandais, non pas ceux qui, samedi, gagnèrent le championnat de France britannique, mais le « quinze » de la base de Rouen, qui commandera l'excellent Murray, un des meilleurs joueurs qu'ait produits le rugby. Les Néo-Zélandais seront opposés à une équipe mixte du S. G. U. F. et de l'A. S. F.

A Colombes, finale du championnat militaire, entre l'Ecole de Joinville et le 5^e d'artillerie, de Salonay.

Au Parc des Princes, Stade-Racing.

Les propriétés ANTISEPTIQUES et DETERGENTES du

Coaltar Saponiné Le Beuf

font de ce produit, entre autres usages, un **DENTIFRICE** de première valeur.

En outre, il constitue un excellent gargarisme, capable de mettre à l'abri des maladies dont la gorge est la principale porte d'entrée (Grippe, Oreillons, Scarlatine, Angines couenneuses, etc.), ou de rendre celles-ci plus bénignes.

DANS LES PHARMACIES

Se méfier des imitations.

MARIAGES

riches et pour toutes situations Maison de confiance. De 2 à 6 h. M^{me} Carlin, 64, rue Dainremont.

TISANE BONNARD

DELICIEUSE LAXATIVE PURGATIVE 2/10 la boîte Pharmacies (après essai).

DIRECTIONS commerciales régionales

Parfumerie de luxe, petits appoints. S'adresser : 5, boulevard Saint-Honoré, de 3 à 6 heures.

RÉNOVATEUR ROBINET

TEINTURE INSTANTANÉE 47, Rue Croix-des-Petites-Champs, PARIS

J'ai grandi de 10 centimètres

en 3 mois, à l'âge de 35 ans !

AUTOMOBILISTES ! ATTENTION !

80 % des Constructeurs d'automobiles emploient la

BOUGIE EYQUEM

85 % des Voitures au Front en étaient munies !

EN VENTE dans tous les GARAGES

Purifiez votre sang Fortifiez-vous

par la **MORUBILINE**

en gouttes concentrées et titrées

Goût excellent - Bonne Digestion

1/2 Flacon 3 50. Flacon 6 fr. franco poste. Notice gratis.

PHARMACIE du PRINTEMPS, 35, r. Joubert, Paris et toutes Pharmacies.

PRETS

IMMÉDIATS, en ESPÈCES

SUR TOUTES GARANTIES

ENVOI GRATUIT DE NOTICE ET RENSEIGNEMENTS

Discretion absolue. — Lettres sans en-tête.

BANQUE GENERALE, 5, R. Cambon, Paris (2^e arr.)

Tél. Central 50-84. — MÉTRO : CONCORDE.

BELLE JARDINIÈRE

2, Rue du Pont-Neuf, PARIS

EXPOSITION DES VÊTEMENTS

CONFECTIONNÉS et SUR MESURE

Hommes, Dames, Jeunes Gens

Fillettes et Enfants

Exclusif Franco du Catalogue et d'échantillons sur demande.

SEULES AGENTS : PARIS, 1, Place du Châtelet ; LYON, 1, rue de la République ; NANTES, 1, rue de la Liberté ; ANGERS, 1, rue de la République.

Les Talons GIBBS et TORPEDO sont les plus durables. — EXIGEZ-LES PARTOUT

GROS : SOCIÉTÉ TORPÉDITE 4, rue Vide-Gousset, PARIS

CEINTURE ANATOMIQUE

pour HOMMES du **D^r NAMY**

ordonnée aux Cavaliers, aux Automobilistes et à tous ceux qui commencent à prendre du ventre. Maintient les organes abdominaux. Soutient les reins et combat l'obésité.

MM. BOS & PUEL, Fabricants brevetés 234, Faub^g St-Martin, PARIS (A l'angle de la rue Lafayette)

NOTICE ILLUSTRÉE FRANCO SUR DEMANDE

Mariages riches, honnêtes, prêtes situat. Mais. de conf. pat. Select Office, 237, r. St-Denis, Paris. Tél. 90-12.

J'ACHÈTE l'or jusqu'à 5 fr. ; platine jusqu'à 10 fr. ; argent au cours, dentiers, 0 fr. 75 la dent ; perles, brillants jusqu'à 2.000 fr. le carat. — GRANIE, 46, rue Lafayette, Paris. — Téléphone : Bergère 48-53.

10^e toutes **CONSULTATIONS JURIDIQUES** par Spécia^listes. **M^{re} CHABRE** 1^{re}, 1^{er} arr. Magdon. Envoi Grat^{is} du "GUIDE du PLAIDEUR et du DIVORCE"

SINGER

Machines à coudre

Singer Sewing Machine Co. Inc. New York, U.S.A.

102, rue Réaumur, PARIS

GRAINS MIRATON

Un Grain assure effet laxatif.

3^e CHATEL GUYON 31

EN PLUS DU **CAMION C.B.A.**

Bien connu de tous,

Berliet

LANCE

à un prix jusqu'alors inconnu

UNE **VOITURE DE TOURISME**

robuste, confortable et rapide qu'une nouvelle et puissante usine produira en grande série.

Demandez Notice descriptive à Automobiles BERLIET - Lyon

